

Karim Larose. *La langue de papier. Spéculations linguistiques au Québec (1957-1977)*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004. 451 p.

Alexis Lachaine

Volume 7, Number 1, Fall 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024232ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024232ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lachaine, A. (2006). Review of [Karim Larose. *La langue de papier. Spéculations linguistiques au Québec (1957-1977)*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004. 451 p.] *Mens*, 7(1), 167–171. <https://doi.org/10.7202/1024232ar>

Karim Larose. *La langue de papier. Spéculations linguistiques au Québec (1957-1977)*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2004. 451 p.

Comme Karim Larose le fait remarquer dans son ouvrage *La langue de papier*, si les lois linguistiques au Québec ont fait l'objet d'une multitude d'analyses, les racines intellectuelles de l'unilinguisme, l'idée qui justifie ces lois, n'ont guère attiré l'attention des chercheurs jusqu'à maintenant. Explorant la manière dont les intellectuels du Québec ont compris, écrit et débattu le concept de « langue » de 1957 à 1977, Larose nous offre une analyse rigoureuse de l'émergence du concept d'unilinguisme parmi les écrivains, les poètes, les linguistes et les journalistes québécois de cette période. Délaissant ce qu'il appelle « l'histoire classique des idées », il traite le sujet de manière non conventionnelle en ce qu'il préfère porter son attention sur le discours qui ressort des textes eux-mêmes, offrant en quelque sorte aux lecteurs un poste d'écoute pour entendre la voix des intellectuels : « Surprendre les voix, tel pourrait être résumé le projet méthodologique de cet ouvrage : écouter les textes de façon stéréophonique, c'est-à-dire en faisant ressortir la sédimentation, la profondeur et le relief de chacune des dimensions du passé » (p. 25). L'ouvrage donne à entendre des voix provenant d'horizons différents, allant de celles d'intellectuels connus comme Jacques Ferron, Hubert Aquin, André Major, Gaston Miron, Jacques Brault et Gérald Godin jusqu'aux penseurs moins connus mais tout aussi influents qu'étaient Louis Landry et Giuseppe Turi, par exemple. Tous ces intellectuels étaient liés par leur effort commun visant à élaborer une analyse unique et approfondie de la langue et de son importance dans le façonnement de l'identité du Québec.

Le premier chapitre de l'ouvrage est essentiel puisqu'il montre comment le transfert de l'intérêt porté par les intel-

lectuels cité-libristes et néonationalistes aux questions sociales vers les questions politiques, à la fin des années 1950, a permis l'émergence de l'idée d'unilinguisme et a développé l'intérêt des intellectuels pour les questions linguistiques au Québec. Il faut noter ici la grande influence que les historiens néonationalistes de l'École historique de Montréal, et plus particulièrement Michel Brunet, ont eue sur les intellectuels plus jeunes comme Raymond Barbeau et André d'Allemagne. Sur la question de la langue et sur la nécessité de l'unilinguisme, ces derniers ont été inspirés par les thèses néonationalistes qui présentaient l'histoire telle une lutte et, plus particulièrement, une lutte politique qui se jouait au niveau collectif. Le concept d'unilinguisme est issu à la fois du refus des néonationalistes de croire en une harmonie sociale utopique et, inversement, de leur croyance que les relations sociales au Québec étaient le résultat d'une lutte des classes influencée par les divisions linguistiques. Seule l'intervention de l'État, par l'adoption d'une politique d'unilinguisme, pouvait venir à bout des pressions sociales et économiques qui menaçaient la langue française. La seule chose ne faisant pas l'unanimité auprès de ces jeunes intellectuels était de savoir quel type d'unilinguisme favoriser. Pour un intellectuel comme Barbeau, il fallait mettre l'accent sur la reconnaissance de la langue française comme langue officielle du Québec, alors que pour André d'Allemagne, cofondateur du RIN, la solution ne pouvait se trouver que dans un État québécois indépendant et exclusivement français.

Le second chapitre, sans doute le plus fascinant, traite du regard unique que le nouvelliste et romancier Jacques Ferron portait sur la langue et le nationalisme à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Larose soutient adroitement que Ferron a été le premier écrivain d'après-guerre, avant même les Gaston Miron et Hubert Aquin, à tenter de lier la

question linguistique à la politique et à promouvoir l'unilinguisme. Sa « théorie des langues complètes » offre une critique cinglante du bilinguisme en montrant comment les deux grandes langues, le français et l'anglais, étaient en état de guerre l'une avec l'autre et ainsi ne pouvaient pas coexister paisiblement, une devant toujours finir par dominer l'autre. Selon Larose, la perspective de Ferron voulant que la langue soit engagée dans une lutte était directement empruntée à l'école néonationaliste, et plus particulièrement aux idées de Maurice Séguin. Cette façon de voir les choses a influencé la génération de *Parti Pris* et a eu une influence encore plus grande sur les intellectuels de *Liberté* et de l'Hexagone. Larose rappelle d'ailleurs que les vues de Ferron sur la langue l'ont amené à démissionner du Parti social démocrate (PSD) après que les délégués à un congrès du PSD eurent refusé d'adopter une de ses résolutions reconnaissant le droit à l'autodétermination de la nation canadienne-française et le droit du Québec à adopter une politique unilinguiste. Le reste du chapitre illustre la façon dont les vues de Ferron ont influencé les intellectuels de *Parti Pris* et de *Liberté*. Ces derniers occupent une place importante dans le chapitre suivant, surtout en ce qui a trait au débat autour du joul.

Larose soutient dans le troisième chapitre que la crise linguistique de Saint-Léonard en 1968 (et le débat qu'elle a provoqué autour du projet de loi 63) a été l'événement clé qui a polarisé le débat concernant le bilinguisme et l'unilinguisme et a démontré l'urgence d'adopter une politique linguistique ferme au Québec. Grâce à la crise de 1968 et au débat qui s'ensuivit, le concept d'unilinguisme a quitté le monde des idées pour descendre dans l'arène politique et, éventuellement, dans la rue. Les opposants au projet de loi 63 incluaient une variété de groupes d'intérêts tels la Société Saint-Jean-Baptiste, la Confédération des syndicats nationaux

(CSN), l'Association québécoise des professeurs de français ainsi que le Syndicat des écrivains québécois mené alors par nul autre que Gaston Miron. Tous ces groupes considéraient le projet de loi trop mou quant à la reconnaissance de la primauté de la langue française au Québec. Ces divers groupes se sont organisés pour manifester contre le projet de loi, se ralliant sous une bannière commune : le Front du Québec français (FQF). La querelle linguistique venait de prendre une allure publique.

La pensée intellectuelle concernant la langue s'est transformée, selon Larose, au cours des décennies suivantes. Une fois la reconnaissance de l'unilinguisme acquise au sein des cercles intellectuels nationalistes, la principale question à l'étude a été celle du joul. La dernière partie du troisième chapitre aborde le débat concernant le joul et met en lumière toute la subtilité qui l'a caractérisé. Il éclaire le rôle des intellectuels de *Parti Pris*, comme Gérald Godin, ainsi que celui de penseurs moins connus mais tout aussi influents dans ce débat comme Henri Bélanger, Guiseppa Turi et Jean Marcel. La place de Michel Tremblay, qui a écrit *Les belles-sœurs*, est aussi étudiée en profondeur tout comme l'émergence du concept de *québécoïtude*. Le dernier chapitre, qui est beaucoup plus théorique que le reste de l'ouvrage, compare essentiellement les idées de Gaston Miron et de Jacques Brault sur la langue, idées qui ont émergé du débat intellectuel des années précédentes.

En somme, Karim Larose nous offre, par son ouvrage *La langue de papier*, une analyse solide et intelligente de l'histoire intellectuelle de la langue au Québec de la fin de la décennie 1950 jusqu'à la fin des années 1970. Il jette un éclairage nouveau sur cette période cruciale dans l'histoire intellectuelle du Québec. Il démontre que les débats intellectuels autour de la langue ont joué un rôle important dans le natio-

nalisme de cette période et qu'aucune étude portant sur le nationalisme ne peut être complète sans une discussion de l'émergence et de la montée de l'unilinguisme comme idée pendant et après la Révolution tranquille. Par-dessus tout, il illustre le rôle primordial joué par les écrivains et les poètes dans les débats intellectuels de la période. En fait, les années 1960 et 1970 ont vu les écrivains, les poètes, les linguistes et d'autres individus traditionnellement apolitiques s'engager intensivement dans les grands débats politiques et intellectuels. C'est à cette époque que l'écrivain engagé prend une plus grande place au Québec. La seule réserve qui nous ayons par rapport à cet ouvrage est le manque d'uniformité. Par exemple, l'auteur adopte une approche différente pour le dernier chapitre, faisant beaucoup plus appel à une théorie et une analyse du langage complexe qui peut être difficile à comprendre pour les néophytes. En outre, d'un point de vue historique, il aurait été intéressant que l'auteur porte une plus grande attention aux individus eux-mêmes ainsi qu'au contexte historique entourant leurs écrits afin de mieux comprendre les questions plus globales. Quoiqu'il en soit, cet ouvrage nous offre une analyse nécessaire de l'idée d'unilinguisme au Québec et ouvrira, à n'en point douter, de nouvelles avenues de recherche et d'interprétation concernant ces années cruciales de l'histoire intellectuelle du Québec.

Alexis Lachaine
Département d'histoire
Université York

Traduction : Michel Ducharme